

Je voudrais d'abord mentionner qu'hier, je me trouvais dans le sud du Manitoba, aux alentours d'Emerson et de Selkirk. Les agriculteurs travaillent vraiment là-bas. Ils sont dans les champs et font de leur mieux. Il y a des tracteurs partout, les monoculteurs marchent et tout le monde s'agite.

C'était sec hier, mais aujourd'hui, c'est tout à fait le contraire. Il pleut. Les agriculteurs parlent d'une pluie d'un million de dollars, mais dans la région de Brandon-Souris, au sud du Manitoba, je pense qu'on peut l'appeler une pluie d'un milliard de dollars.

Un certain nombre de commentaires ont été faits aujourd'hui au cours du débat. Je suis d'accord avec certains, mais pas avec d'autres. À mon avis, il importe que je rappelle à tout le monde que le gouvernement a répondu aux divers besoins des agriculteurs.

En 1986-1987, nous avons accordé 2 milliards de dollars au secteur agricole par l'intermédiaire des programmes spéciaux d'aide aux producteurs de grains du Canada. Également en 1988, nous avons créé le Programme d'aide aux victimes de la sécheresse qui a versé 850 millions de dollars.

M. Crawford: Un beau fiasco!

M. Bjornson: Au moins nous avons essayé. Nous avons fait un effort. Tout n'est pas parfait. Comme vous connaissez le secteur de l'agriculture, vous saurez combien d'agriculteurs ont demandé de l'aide. À mon avis, le ministre a fait du bon travail pour organiser ce programme du mieux qu'il pouvait dans les délais fixés. Ce n'était pas faute d'avoir essayé. Ces critiques sont inacceptables de ce côté-ci de la Chambre.

Maintenant, nous avons 500 millions de dollars que nous voulons investir dans le secteur de l'agriculture. Le gouvernement fait de son mieux, et 450 millions de dollars vont aux céréales et aux graines oléagineuses. Il importe que tout le monde sache bien que nous voulons faire notre part.

Au cours du débat d'aujourd'hui, on a beaucoup parlé du commerce international. Je voudrais me pencher sur le fait que l'agriculture canadienne, le secteur céréalier en particulier, dépend énormément du commerce international.

Les agriculteurs canadiens sont forcés de regarder les géants du commerce céréalier international, les États-Unis et la Communauté européenne, se battre à coup de subventions, ce qui a pour effet de faire chuter les cours

mondiaux et de nous nuire énormément sur les marchés céréaliers qui sont depuis longtemps les nôtres.

En outre, les énormes subventions versées par la Communauté européenne continuent d'encourager la surproduction par les agriculteurs. Ainsi, afin de protéger leur secteur céréalier, les dirigeants de la Communauté imposent des droits qui nous empêchent, en fait, de nous implanter sur leurs marchés. Nous avons un gros problème. Les États-Unis et la Communauté européenne ont les goussets mieux garnis que les nôtres.

Nous faisons l'impossible pour soutenir les agriculteurs. Nous travaillons au GATT à cette fin. Les efforts sont visibles. Les plus évidents sont ceux du ministre du Commerce extérieur, qui a dit que nous devons tourner le dos au passé pour regarder vers l'avenir. Nous cherchons une solution aux problèmes de demain.

Je répète qu'il est malheureux que les Américains, en particulier, se disent obligés de lutter contre nous. À cause de leur influence, de la taille de leurs marchés et de leurs moyens financiers, ils nous bloquent. Nous revenons donc à la charge avec optimisme, en essayant d'oublier le passé et de préparer l'avenir. Le passé est le passé. Nous en payons encore les frais aujourd'hui et nous faisons pour le mieux, mais nous voulons tracer des plans pour l'avenir. Nous devons reconnaître que le ministre du Commerce extérieur a fait de gros efforts à cet égard.

L'inégalité est flagrante en raison des subventions que les Européens accordent à leurs agriculteurs. Les exemples suivants sont établis en fonction des prix d'avril, et les chiffres sont en dollars canadiens. Pendant cette période, les producteurs de la CEE recevaient 243 \$ la tonne de blé, tandis que les agriculteurs canadiens en obtenaient 145 \$. Vous vous rendez compte de la différence! Les agriculteurs de la CEE recevaient 353 \$ la tonne de blé dur, tandis que les Canadiens n'en recevaient que 130 \$. Dans le cas de l'orge, l'agriculteur européen recevait 232 \$ la tonne, et le Canadien, seulement 97 \$. C'est un grave problème.

Les Européens et les Américains devront finir par revenir à la raison. Ce ne sont pas les milieux agricoles qu'il faut blâmer. Ces derniers, dans les pays européens et dans les États américains, comprennent bien que leur survie dépend à l'heure actuelle de ces généreuses subventions. Mais qu'en est-il des consommateurs? Qu'en est-il des contribuables de ces pays? Quand vont-ils changer? Il nous faut tâcher d'informer ces gens-là.